

**DEVELOPPEMENT FINANCIER : UN LEVIER CONTRE LA PAUVRETE
OBJECTIVE ET SUBJECTIVE DANS LA CEMAC ?**

**FINANCIAL DEVELOPMENT: A LEVER AGAINST OBJECTIVE AND
SUBJECTIVE POVERTY IN THE CEMAC ZONE?**

Zolo Eyea Alain Rémy

Enseignant-chercheur

Université de Ngaoundéré-Cameroun

E-mail : alainzoloeyea@yahoo.fr

Aminatou Dona, Doctorante

Université de Ngaoundéré-Cameroun

Résumé :

Le présent article a pour objectif d'examiner les effets du développement financier sur la pauvreté objective et subjective dans la CEMAC. Pour ce faire, deux variantes du modèle ont été estimées par la méthode des moindres carrés généralisés. Les résultats montrent que le ratio crédit privé qui capte la profondeur du système financier a un effet réducteur sur la pauvreté dans les deux dimensions monétaire et non monétaire. L'on note également que la valeur ajoutée agricole, l'accès à l'électricité et aux soins de santé de base réduisent significativement le taux de pauvreté dans la sous-région CEMAC.

Mots-clés : Développement financier, Pauvreté, Cemar, Moindres Carrés Généralisés.

Classification JEL: F36; I32; R10; C13.

Abstract: This article aims to examine the effects of financial development on objective and subjective poverty in the CEMAC. To do this, two variants of the model were estimated by the generalized least squares method. The results show that the private credit ratio which captures

the depth of the financial system has a reducing effect on poverty in both monetary and non-monetary dimensions. It is also noted that agricultural value added, access to electricity and basic health care significantly reduce the poverty rate in the CEMAC sub-region.

Keys-words:

Financial development, Poverty, Cematic, Generalized Least Squares.

JEL Classification: F36; I32; R10 ; C13.

Introduction

L'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2000 a permis aux différents pays de mettre en place une série d'action, devant permettre à terme de réduire la pauvreté. Cependant, lors du sommet du G7 convoqué à Biarritz en 2019, le bilan dressé sur la situation du continent africain montre que ce dernier ne parvient pas à réduire la pauvreté. En effet, 41 % de la population, soit plus de 400 millions de personnes vivent encore en dessous du seuil de l'extrême pauvreté, fixé à 1,90 dollar U.S. par jour. De surcroît, si la pauvreté est présente sur l'ensemble du Continent, elle sévit avec une acuité particulière en Afrique Subsaharienne. Comprendre les facteurs déterminants pour l'éradication de cette pauvreté reste un enjeu majeur pour les organismes internationaux tels que la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). Ils ont notamment réitéré en 2015 l'élimination de la pauvreté extrême dans leurs objectifs de développement soutenable à atteindre en 2030.

La littérature économique distingue le plus souvent deux approches de pauvreté. La première approche dite « objective » ou « quantitative », relève de la démarche de la Banque mondiale, et consiste à cerner les populations pauvres en se basant sur le critère de revenu (ou de consommation). Elle cherche à voir comment les divers domaines se combinent, se renforcent ou s'exacerbent pour accroître ou diminuer l'état d'indigence de cette catégorie sociale. La seconde approche dite « subjective », se fonde sur la perception qualitative que les populations ont de leurs conditions de vie ou d'existence. Elle met l'accent sur la multidimensionnalité du bien-être, dont le niveau adéquat pour mener une vie décente est défini selon les normes et valeurs de chaque société.

Les études sur la pauvreté accordent une grande importance à l'approche monétaire dans le ciblage des pauvres. Si on ne peut nier l'importance des déterminants monétaires, on peut

cependant se demander si la prise en compte d'une autre dimension ne permettrait pas de mieux comprendre certaines dynamiques liées à la pauvreté dans les pays de la région Sub-Saharienne en générale, et ceux de la CEMAC¹ en particulier, afin de mieux saisir les différents enjeux entourant la lutte contre la pauvreté. Parmi ces enjeux, le problème du financement occupe une place centrale dans le processus de développement économique, dans la mesure où il favorise l'épargne et l'accumulation du capital et assure une allocation optimale des capitaux. Cependant, l'exclusion financière des pauvres du système financier formel classique est un véritable problème de développement social, qui aujourd'hui retient l'attention des dirigeants partout dans le monde (Demirguc-Kunt & Klapper, 2012).

La grille de lecture théorique souligne que le développement financier peut contribuer directement et positivement à la réduction de la pauvreté. Le principal fondement théorique utilisé pour cette analyse est la théorie de la libéralisation financière, qui s'appuie sur trois effets importants : l'effet de conduit du capital de McKinnon, l'effet de l'intermédiation de Shaw et les effets de seuils de Kpodar. Si les deux premiers arguments militent en faveur de la mise en œuvre de mesures de libéralisation financière, la dernière sous-entend que ces mesures doivent être mises en œuvre dans des limites bien définies, car une croissance immodérée de l'offre de monnaie et du crédit, et le non-respect de la réglementation bancaire génère de l'instabilité financière (Wachtel, 2011), qui conduit à l'instabilité du taux d'investissement et du taux de change, affectant négativement la croissance économique et aggravant par-là même la situation des pauvres.

Beaucoup de travaux empiriques ont évalué l'effet de la finance sur la réduction de la pauvreté, et la plupart portent spécifiquement sur le crédit. Certains modèles d'évaluation des effets positifs de la finance sur la pauvreté (Banerjee, Karlan & Zinman, 2015 ; Crépon, Devoto, Duflo et Parienté, 2015 ; Angelucci, Karlan & Zinman, 2015) ont relancé un regain d'intérêt en économie du développement. Cependant, cet impact positif de la finance sur la pauvreté n'est pas partagé par tous (Bateman & Chang, 2012 ; Duvendack & Palmer-Jones 2012).

L'objectif principal de cette recherche est d'évaluer les effets du développement financier sur la pauvreté dans les deux dimensions objective et subjective, et par de-là sur le bien-être dans la CEMAC. La principale motivation de cette étude s'appuie sur la recherche des effets du

¹ Cameroun, Congo, Gabon, Guinée-Equatoriale, RCA et Tchad

développement financier sur la pauvreté, qui jusque-là ont toujours été capté par la dimension monétaire. L'intégration de la vision subjective (non monétaire), pourra permettre de saisir la nature multidimensionnelle de la pauvreté, marquant ainsi, une rupture conceptuelle par rapport aux approches qui font de la pauvreté monétaire une condition nécessaire et suffisante du bien-être social.

Au regard d'une part de l'écart de pauvreté observé en Afrique centrale, presque le double de l'écart mondial, soit 15,2 % contre 8,8 % (Banque Mondiale, 2016), et du niveau de la consommation moyenne des pauvres en Afrique subsaharienne (1,16 dollar par jour), soit 0,74 dollar en-dessous du seuil international de pauvreté (Beegle & al. 2012). D'autre part, de l'évolution du système financier dominé par le secteur bancaire, qui en 2018 comptait 65 établissements de crédit, dont 54 banques et 11 établissements financiers inégalement répartis par pays. Le Cameroun et le Gabon bénéficiant de meilleures dotations, représentent plus de 80% du marché bancaire de la CEMAC en matière de distribution de crédits et de collecte des dépôts, comme le présente le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Répartition des établissements de crédit dans le CEMAC

	Banques	Etablissements financiers	Ensemble
Cameroun	15	8	23
RCA	4	0	4
Congo	11	0	11
Gabon	10	3	13
Guinée Equatoriale	5	0	5
Tchad	9	0	9
Total	54	11	65

Source : COBAC 2018.

En plus du secteur bancaire, le secteur de la microfinance, avec 8% des actifs du système financier, connaît une forte croissance. En 2017, ce secteur a totalisé 857 établissements ayant reçu l'avis conforme de la COBAC. Dans ce contexte, l'on peut conjecturer que le développement financier est susceptible de réduire la pauvreté dans la CEMAC.

Notre approche méthodologique consiste à estimer des modèles économétriques des données de panel dynamique sur six pays de la zone CEMAC, durant la période 1995-2018.

L'échantillon nous permettra d'établir les corrélations entre le secteur financier et la réduction de la pauvreté dans cette sous-région.

Le reste du papier est structuré ainsi : la première section présente une revue de la littérature, la seconde section est d'ordre méthodologique et la troisième présente des résultats et ses implications économiques.

1. REVUE SELECTIVE DE LA LITTERATURE THEORIQUE ET EMPIRIQUE

Cette section analyse les fondements théoriques des canaux relatifs à la relation entre le développement financier et la pauvreté d'une part (1.1). Et d'autre part, analyse cette relation selon une vision empirique, sur la base de quelques controverses (1.2).

1.1. Aperçus théoriques

La littérature économique démontre qu'il existe une interaction entre le développement financier, la croissance économique et la réduction de la pauvreté. En effet, le développement du secteur financier peut réduire la pauvreté de deux façons : d'une part, il peut avoir un effet direct sur la pauvreté, en permettant aux pauvres de bénéficier des services financiers qui leur permettent d'épargner et d'investir (par exemple dans l'éducation, la santé et des projets entrepreneuriaux). D'autre part, il a un effet indirect sur la réduction de la pauvreté en stimulant la croissance économique qui permet l'augmentation du niveau de vie (Jeanneney & Kpodar, 2011).

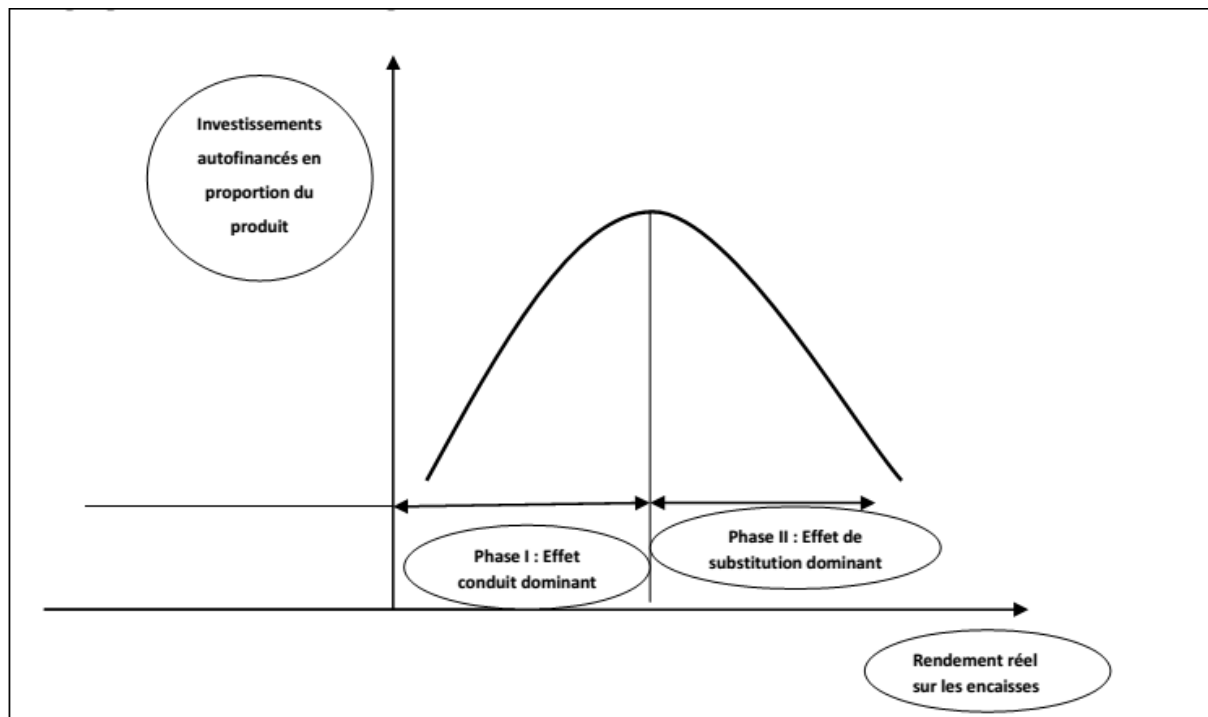
D'après la théorie de la libéralisation financière, il existe plusieurs canaux à travers lesquels l'approfondissement financier affecte directement le bien-être des ménages pauvres. C'est notamment celui de l'accès aux facilités de crédit et de dépôt. Au regard de cette théorie, on distingue principalement trois arguments qui peuvent justifier un impact direct du développement financier sur la pauvreté : l'effet conduit du capital de McKinnon (1.1.1), l'effet d'intermédiation de Shaw (1.1.2) et l'effet de seuil de Kpodar (1.1.3).

1.1.1. Effet de conduit du capital de McKinnon

L'élément central et fondamental de l'analyse de McKinnon(1973) est l'épargne et, en particulier l'épargne financière qui constitue le préalable incontournable à tout investissement. De ce fait, l'auteur se focalise sur l'existence et le fonctionnement du marché des capitaux domestiques. La démarche de McKinnon est effectuée dans un cadre macroéconomique dans lequel l'économie est dans un état de « finance rudimentaire » et où l'autofinancement des investissements est la règle. Par ailleurs, dans les économies

considérées, les infrastructures commerciales et de communication sont peu développées et pour cela elles sont qualifiées de « fragmentées ». La matérialisation de l'effet de conduit du capital peut être perçue dans le graphique ci-dessous.

Graphique 1 : L'effet de conduit du capital de McKinnon (1973)



Source : Guillaumont Jeanneney (1998).

McKinnon (op.cit.) a expliqué qu'en absence des secteurs financiers développés, les petits paysans ou artisans pauvres ne sont pas capables de financer des techniques de production plus efficaces, ce qui implique un sacrifice en termes de consommation. En plus, les encaisses monétaires doivent être accumulées avant que les projets d'investissement relativement coûteux et invisibles ne puissent être entrepris. Ainsi, il indique que les secteurs financiers ne fournissent pas de crédits aux pauvres, ils procurent néanmoins, des actions financières profitables à l'épargne. En d'autres termes, lorsque les unités économiques sont réduites à l'autofinancement, le taux de rendement des investissements a une variance très élevée, dans ce cas la monnaie et le capital deviennent complémentaires. Dans la plupart des pays en développement où les institutions financières sont peu développées ou inexistantes, l'absence de financement externe encourage les agents économiques, notamment les pauvres à se

concentrer sur l'accumulation nécessaire soit sous forme d'actifs réels, soit sous forme d'encaisse monétaire et ce pour aboutir à la couverture des dépenses d'investissement privé, d'où la réalisation d'une grande part des investissements autofinancés par apport au total des investissements. Donc, sur la base de l'autofinancement, il n'y a pas d'arbitrage entre monnaie et actifs physiques au sens traditionnel de la substitution monnaie-actifs réels, mais il y a plutôt une complémentarité. Cette dernière est expliquée par l'augmentation de taux d'intérêt réel qui constitue à court terme une valorisation du portefeuille liquide qui entraîne l'évolution des possibilités d'autofinancement (Phase I du Graphique 1 ci-dessus). Ainsi, la mise en place de structures financières adéquates destinées à faciliter la constitution d'une épargne financière serait favorable aux pauvres (Guillaumont Jeanneney, 1998).

Toutefois, l'argument de l'effet conduit présente des limites car, au fur et à mesure que le taux d'intérêt augmente, il tend à devenir supérieur au rendement espéré de l'investissement en capital physique. Dans ce cas, l'investisseur doit comparer le taux de rendement interne de ce projet au taux de rendement réel des actifs monétaires qui constituent l'épargne liquide. Si le rendement réel des encaisses liquides est supérieur à celui escompté dans le projet, alors il est préférable pour l'investisseur de constituer un portefeuille liquide. C'est alors la substitution traditionnelle actifs financiers-actifs physiques qui l'emporte sur l'effet complémentarité (Phase II du Graphique 1).

1.1.2. Effet d'intermédiation de Shaw

Suivant la théorie de « l'intermédiation de la dette » de Shaw (1973), l'approfondissement financier facilite l'accès au crédit, et les pauvres peuvent ainsi en bénéficier. Dans une économie « en retard », le secteur financier se réduit à sa portion congrue, ce qui résulte, selon Shaw d'une situation de répression financière. Dans cette analyse, la monnaie et le capital sont substituables (Phase II du graphique 2 ci-dessus) conformément au postulat de la théorie du portefeuille. Cette divergence apparente entre l'analyse de McKinnon et celle de Shaw s'explique par le rôle supposé du système financier. Dans un contexte d'« économie fragmentée », McKinnon suppose que le crédit bancaire n'existe quasiment pas, car les agents y sont réduits à l'autofinancement. La monnaie est « externe » (il n'y a pas d'intermédiation) et l'investissement requiert une accumulation préalable d'encaisses monétaires. En revanche, dans le modèle de Shaw, même si l'autofinancement existe, il ne constitue pas la règle de l'économie. Dans ce cas, monnaie et capital ne sont plus des actifs complémentaires, mais substituables.

Alors que McKinnon met l'accent sur l'effet favorable de l'épargne financière sur l'incitation à investir, Shaw se focalise sur l'impact de l'accumulation des dépôts sur la capacité des institutions financières à octroyer du crédit.

Tout comme chez McKinnon (op. cit.), la répression financière prend essentiellement la forme d'une fixation administrative des taux d'intérêt nominaux en dessous de leur valeur d'équilibre concurrentiel, accompagnée en général d'un taux d'inflation élevé du fait de la perception du seigneurage (ou taxe d'inflation). Les taux d'intérêt réels qui en résultent sont faiblement positifs, voire négatifs, et ne reflètent pas ainsi fidèlement la rareté de l'épargne. Les conséquences néfastes en termes de dégradation des conditions de vie des individus qui en résultent sont nombreuses :

- des sorties de capitaux domestiques qui limitent l'offre de fonds prêtables pour les investisseurs les moins riches;
- une faiblesse artificielle des taux d'intérêt réels qui fait de l'autofinancement un phénomène dominant;
- un rationnement du crédit bancaire, du fait d'un excès d'offre de titres primaires;
- une substitution du capital au travail (chômage) du fait des taux d'intérêt réels négatifs;
- les agents sont réduits à se financer sur les marchés financiers informels qui ne constituent que des substituts imparfaits aux marchés financiers organisés.

Etant donné toutes ces conséquences négatives de la répression financière, Shaw estime qu'il est essentiel que la sphère financière puisse fonctionner convenablement, c'est-à-dire être libérée des contraintes administratives qui pèsent sur elle. Toutefois, comme dans l'effet conduit, l'effet de l'intermédiation n'est pas sans limite. En effet, la libéralisation financière peut s'accompagner d'un problème d'instabilité financière à court terme dommageable aux pauvres (Kpodar, 2006). Si les taux d'intérêt s'élèvent à cause de la libéralisation financière, les banques peuvent connaître un problème de rentabilité, et certaines institutions financières peuvent tomber en faillite. L'analyse des mécanismes de seuils dans la relation entre le secteur financier et le secteur réel permet de prendre ces aspects en compte.

1.1.3. Effets de seuils de Kpodar

Dans les analyses précédentes, on supposait l'existence d'une relation linéaire croissante entre le développement financier, la croissance et la pauvreté. Cependant, une autre hypothèse évoquée dans la littérature est l'existence d'effets de seuils dans la relation entre développement financier et croissance. Certains supposent que ces effets de seuils dépendent du niveau de développement économique (Kpodar, 2006 ; Deidda & Fattouh, 2002). D'autres par contre soutiennent que ces effets de seuils sont fonction du niveau de développement financier (Aghion & al., 2004). Si ce mécanisme de seuils peut être gouverné par le niveau de développement financier, alors, plus le système financier se développe, plus il devient apte à étendre ses services (crédits, dépôts, etc.) aux pauvres. Ainsi, pour pouvoir fournir de façon soutenable des services financiers aux pauvres, il faut alors que le système financier atteigne un certain seuil de développement.

1.2. Développement financier et réduction de la pauvreté : des résultats empiriques controversés

Les prédictions théoriques sur la relation entre le développement financier et la pauvreté ont suscité une vaste littérature empirique avec des résultats controversés. Nous distinguons ici la vision que nous qualifions de « positiviste » (1.2.1) de celle « négativiste » (1.2.2).

1.2.1. Développement financier et réduction de la pauvreté: une vision « positiviste »

En parcourant la littérature empirique, l'on constate que de nombreuses études ont tenté d'examiner la relation directe entre le développement financier et la réduction de la pauvreté. La plupart de ces travaux s'appuient sur des échantillons de données recueillies aussi bien dans des pays développés qu'en voie de développement. Jalilian et Kirkpatrick (2002) ont testé économétriquement la relation entre le développement financier et la réduction de la pauvreté à travers le canal de la croissance dans 25 pays développés et en développement. L'utilisation d'un modèle log-linéaire et l'application des techniques d'estimation leur ont permis de conclure qu'une modification d'un point de pourcentage du développement financier est synonyme d'une modification de 0,4% du taux de croissance dans le revenu des pauvres. Demirguc-Kunt & Levine (2004) ont analysé le lien entre développement financier, le taux de croissance du revenu du quintile le plus pauvre de la population et la fraction de la population vivant avec moins de 1 dollar américain par jour. Selon leurs résultats, le développement du système financier contribue fortement à la réduction de l'inégalité des revenus et à la réduction de la pauvreté absolue et relative. Honohan (2004) complète cette étude en démontrant par

ailleurs, que pour des niveaux de revenus identiques, des économies présentant des systèmes financiers plus profonds sont caractérisés par un nombre moins élevé de personnes pauvres. L'étude de Jeanneney & Kpodar (2004) a montré que le développement financier a deux effets positifs sur la pauvreté. Le premier effet positif est direct via « l'effet de conduit » de McKinnon. Le second effet positif est indirect à travers le canal de la croissance économique. En utilisant des données sur 52 pays en développement et développés pour évaluer la relation entre le développement financier et la répartition des revenus, Beck & al. (2004) ont rapporté que le revenu de 20% de la population la plus pauvre augmente plus rapidement que le PIB moyen par habitant dans les pays ayant un développement financier plus élevé. En outre, le développement de l'intermédiation financière en faveur des populations pauvres stimule la croissance des revenus des pauvres à un rythme plus élevé que celui des riches. Ils concluent que les pays avec des intermédiations financières plus développées connaissent des baisses plus rapides des inégalités de revenus, en augmentant de façon disproportionnée les revenus des pauvres. Kiendrebeogo (2010) a évalué les implications du développement du système financier sur la réduction de la pauvreté dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Les résultats montrent que le développement financier est un facteur réducteur de la pauvreté monétaire dans l'Union, et que ces résultats dépendraient principalement de « l'effet de conduit du capital » de McKinnon et de « l'effet d'intermédiation » de Shaw. Dhrifi (2013) a montré sur un échantillon de 89 pays que la finance améliore l'accès au crédit pour les pauvres. Il conclut qu'il est difficile de venir à bout de la pauvreté dans un environnement caractérisé par une grande défaillance bancaire qui favorise les comportements opportunistes. L'étude d'impact de Naqar & El Bakouchi (2019) confirme l'effet positif de l'approfondissement financier sur la pauvreté.

Bien que les conclusions de ces travaux aient eu de profondes implications en matière de politique économique, elles sont contestées par de nombreux économistes qui remettent en cause les effets positifs de la finance sur la pauvreté et dont les travaux valident une vision plutôt négativiste.

1.2.2. Développement financier et réduction de la pauvreté: une vision « négativiste »

Bien que certains auteurs trouvent un impact positif de la finance sur la pauvreté, d'autres remettent en cause ce semi-consensus. En effet, depuis la fin des années 2000, le système financier est entré dans une phase de turbulence (Doligez & al., 2013). C'est ainsi que dans

beaucoup de pays en développement, les réformes économiques et financières n'ont permis ni l'approfondissement financier, ni l'augmentation des taux d'épargne, et voir même l'amélioration de l'offre de crédit. Les effets positifs attribués au développement financier, dont en premier lieu la réduction de pauvreté se sont vu contestés. Les travaux de Guillaumont-Jeanneney (1998) en Amérique Latine ont montré bien avant que les réformes économiques et financières des années 1970 se sont traduites par une hausse excessive des taux d'intérêt réels, par des entrées spéculatives des capitaux, et finalement par de graves crises de la balance des paiements et du système bancaire. Ce sont les mêmes conclusions qui ressortent des études de Cuong & al. (2007) et Mahjabeen (2008) respectivement sur le Vietnam et le Bangladesh. Ces auteurs concluent à l'issue de leur travail que les mesures d'accès au crédit en faveur des pauvres avaient induit une baisse négligeable du taux de pauvreté. Gennaioli & al. (2012) montrent, à l'aide d'un modèle théorique, comment les institutions financières, en répondant aux préférences des agents économiques, conduisent à l'instabilité financière. Plus récemment, Bassirou & Ramdé (2019) montrent que dans les pays où les marchés financiers sont très peu fournis et l'intermédiation faiblement développée, le développement financier n'affecte que la croissance économique des pays ayant entrepris des réformes institutionnelles, améliorant le système éducatif, à la stabilité macroéconomique et à la gouvernance. De même, les travaux d'Ulrich Kamdem (2019) sur le Cameroun montrent que l'intermédiation financière ne permet pas de combattre de manière significative la pauvreté monétaire et que la liquidité du système ne profite pas à tout le monde, surtout aux pauvres.

2. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Dans un premier temps, nous spécifions le modèle en définissant les variables (2.1), dans un second temps nous définissons les variables en précisant leurs sources (2.2).

2.1. Spécification du Modèle

Sur le plan méthodologique, les considérations théoriques et les résultats empiriques illustrent l'apport, mais aussi les limites d'une mesure purement monétaire et statique de la pauvreté. Le revenu monétaire ne rend pas toujours bien compte du niveau de vie d'un ménage, car il ignore d'autres éléments non observés (Hourriez & Legris, 1998). Ainsi, l'approche par les besoins de base, selon laquelle les pauvres sont ceux qui sont privés d'un ensemble de commodités de base perçues comme un préalable à l'atteinte d'une certaine qualité de vie (Asselin & Dauphin, 2000), analyse le bien-être en termes de résultats (une alimentation adéquate, une bonne santé, savoir lire et écrire, un logement adéquat, un bon habillement). De plus, l'approche par les

capacités qui s'est développée dans les années 1980 avec notamment l'apport de Sen soutient que le bien-être signifie tout simplement être bien (être bien nourri, être en bonne santé, être en mesure de vivre longtemps, être éduqué, etc...). Pour Sen (1985), la valeur du niveau de vie a tout à voir avec la vie (non pas avec la possession de biens), c'est la faculté qu'ont les individus de fonctionner, et la pauvreté doit être perçue comme une privation de cette faculté. En se focalisant sur les réels moyens que possèdent les individus pour convertir leurs ressources en satisfaction, cette approche élargie l'évaluation du bien-être à des aspects autre que monétaires.

S'agissant du développement financier, les agrégats monétaires (M2 et M3) exprimés en pourcentage du PIB, sont largement utilisés dans la littérature, cependant ils ne permettent pas d'appréhender la capacité du système financier à affecter l'épargne aux projets d'investissements rentables (Gehring, 2013).

A la lumière de ces limites, il s'avère alors nécessaire, d'utiliser des indicateurs de pauvreté qui ont des fondements microéconomiques, cela permettrait d'approfondir les mécanismes à travers lesquels l'approfondissement financier influence les conditions de vie des personnes pauvres. Le modèle économétrique retenu ici est une adaptation de l'équation de pauvreté de Kpodar (2006), dans lequel l'indicateur de pauvreté est régressé sur l'indicateur de développement financier, et un ensemble de variables susceptibles d'expliquer la pauvreté. Ainsi, le modèle de base est alors le suivant :

$$Poor_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 * Df + \alpha_3 X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Dans l'optique de l'analyse multidimensionnelle de la pauvreté, nous transformons le modèle de base comme suit :

$$\begin{aligned} Poor_{it} &= \alpha_1 + \alpha_2 * Df + \beta A_{it} + \varepsilon_{it} \\ Poor_{it} &= \alpha_1 + \alpha_2 * Df + \lambda B_{it} + \varepsilon_{it} \end{aligned} \quad (2)$$

Ainsi, les équations à estimer pour mesurer l'effet du développement financier sur la pauvreté deviennent:

$$Poor_1 = \alpha_1 + \alpha_2 CRDTPRV + \alpha_3 INF + \alpha_4 GINI + \alpha_5 EBM \quad (3)$$

$$Poor_2 = \beta_1 + \beta_2 CRDTPRV + \beta_3 LnVAAGR + \beta_4 ELEC + \beta_5 ASSAIN \quad (4)$$

Où $Poor_1$ mesure la pauvreté objective (monétaire), et opérationnalisée par le taux de croissance du PIB. $Poor_2$ mesure la pauvreté dans une perspective multidimensionnelle. Cette variable est souvent estimée de deux manières : soit en retenant plusieurs indicateurs pour rendre compte des fonctionnements retenus, ou encore en construisant un indicateur composite qui donne une lecture globale de la pauvreté. Nous adoptons la première approche dans le cadre de ce travail, en retenant l'indicateur de développement humain (IDH)² qui est un indice synthétique privilégiant la longévité, le savoir, le niveau de vie. Il est actuellement calculé à partir de trois variables : l'espérance de vie, le niveau de connaissances (mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et par le taux brut de scolarisation à tout niveau, du primaire au supérieur), et le PIB réel par habitant ajusté au pouvoir d'achat.

2.2. Définition et sources des variables

Dans les deux modèles, nous retenons le **ratio crédit privé** pour capter l'effet du développement financier sur la pauvreté monétaire et non monétaire. Le crédit privé a tendance à réduire le pourcentage des personnes pauvres en leur fournissant des ressources. Cet indicateur reflète le rôle du secteur financier qui consiste à financer les investissements à travers l'allocation des ressources au secteur privé.

Spécifiquement, dans le premier modèle, les variables de contrôle retenues sont :

L'inflation : elle est utilisée comme un proxy de l'instabilité macroéconomique, et est mesurée par l'indice des prix à la consommation. Selon la Banque mondiale (2018), les conséquences délétères d'une inflation élevée pèsent lourdement sur les pauvres, qui conservent l'essentiel de leurs actifs en numéraire et qui dépendent principalement des revenus salariaux, des prestations sociales et des pensions. Un taux d'inflation élevé étant généralement associé à un ralentissement de la croissance économique, il est donc vital de maintenir l'inflation à un niveau modéré et stable si l'on veut lutter contre la pauvreté et les inégalités.

L'indice de Gini : il présente une mesure synthétique pour les inégalités en matière de revenu. Il s'agit d'un indicateur résumant la courbe de Lorenz, qui se définit par le pourcentage de ménages disposant des revenus les plus faibles en abscisse, et en ordonnée par la masse de revenu que se partagent ces ménages. Par construction, l'indice de Gini est compris entre 0

² IDH= (Taux d'alphabétisation + Pib/habitant + espérance de vie à la naissance)/3

(distribution uniforme : tous les ménages disposent du même revenu) et 1 (distribution où tous les ménages sauf un ont un revenu nul). Plus cet indice est proche de 1, plus l'inégalité mesurée est importante.

L'épargne brute des ménages : il mesure la variabilité des dépenses des ménages pauvres. En effet, plus les ménages épargnent, plus leur niveau de pauvreté et de précarité s'accroissent. Dans le second modèle, les variables retenues sont :

La valeur ajoutée agricole : l'agriculture est le principal moteur de l'économie rurale pour les pays en développement, voire le seul pour ceux qui ne possèdent pas de grosses ressources minières. La dépendance vis-à-vis de l'agriculture pour la croissance économique et les gains à l'exportation augmente avec l'incidence de la faim, de même que la proportion des personnes qui sont tributaires de l'économie rurale. La réduction massive et durable de la pauvreté et de la faim est inconcevable sans une croissance des économies rurales, et résume les preuves existantes en montrant le potentiel de la croissance agricole contre la pauvreté. Selon certaines études (Kydd, J. & Dorward, A., 2004), la croissance des secteurs agricole et tertiaire a un effet marqué sur l'allègement de la pauvreté.

L'accès à l'électricité : le niveau de consommation énergétique reflète dans une certaine mesure le niveau de développement, en ce sens que l'énergie est nécessaire à toute activité humaine, indispensable à la satisfaction des besoins quotidiens (eau, nourriture, santé etc...) et assure un minimum de développement économique et social (Sokona & Thomas, 1997).

La reconnaissance de l'énergie comme élément clé pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement a conduit à mettre quatre actions prioritaires (Lallement, 2003) : développer le partenariat entre le secteur public et privé pour faciliter l'accès des pauvres à des services énergétiques, développer les ressources énergétiques locales avec la participation des collectivités locales, appuyer financièrement les pays en développement pour la mise en place d'un cadre institutionnel qui assure un équilibre entre les ressources énergétiques renouvelables et faciliter l'accès à l'énergie pour réduire la pauvreté.

L'accès aux soins de santé de base : le bien-être est le fait d'être bien, satisfait dans ses besoins, ou exempt de besoins et d'inquiétude, selon le Petit Larousse. Par conséquent, si l'on prend en compte la définition de la santé de l'OMS, qui inclut la notion de bien-être, il est difficile de prétendre posséder une santé « parfaite ». Cependant, cette définition a le mérite de prendre en considération tous les facteurs qui ont un lien direct ou indirect avec la santé.

Le bien-être humain est donc une notion qui englobe la santé, la qualité de vie, la protection de l'environnement. Selon la Banque mondiale(2017), l'amélioration des services d'eau et d'assainissement a certes un effet positif sur le bien-être, mais l'associer aux interventions visant la santé et la nutrition aura des effets bien plus importants.

Tableau 2: Définition des variables et signes attendus

Modèle 1		
Indicateurs	Code	Signe attendu
Crédit accordé au secteur privé par les banques	CRDTPRV	-
Le taux d'inflation	INFL	+
Indice de Gini	GINI	+
Epargne Brute des Ménages	EBM	-
Modèle 2		
Indicateurs	Code	Signe attendu
Crédit accordé au secteur privé par les banques	CRDTPRV	+
Valeur Ajoutée Agricole	VA-AGR	+
Accès à l'électricité	ELEC	+
Accès aux soins de santé de base	ASSAIN	+

Source : Construction des auteurs

Les variables utilisées dans notre modèle ont été extraites de plusieurs bases de données. L'indice de GINI provient de la *World Income Inequality Database* (WIID). La variable financière (Crédit Privé) est extraite dans la base *Global Development Finance*. Les variables INF et EBM proviennent respectivement de la base de données des indicateurs du développement de la Banque Mondiale et de la base de données *Global Finance Development Database*. L'étude porte sur les six pays qui composent la zone CEMAC, de 1995 à 2018. Pour estimer les modèles, nous appliquons la méthode des Moindres Carrés Généralisés.

3. RESULTATS ET IMPLICATIONS ECONOMIQUES

Après les tests de stationnarité (3.1), nous présentons nos résultats (3.2).

3.1. Tests préalables de stationnarité

Les résultats du test de racine unitaire des deux modèles sont résumés dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 3 : Résultats des tests de stationnarité des variables du modèle 1

Variables	En niveau		En différence		Ordre d'intégration
	Valeurs Statistiques	Probabilité	Valeurs Statistiques	Probabilité	
POOR1	-5.11851	0.0000			I(0)
CRDTPRV	-1.69187	0,000	-1.69187	0.0000	I(1)
INFL	-6.45387	0.0000			I(0)
GINI	-5.38101	0.0000			I(0)
EBM	-4.38153	0.0000			I(0)

Source : Calcul des auteurs.

Tableau 4: Résultats des tests de stationnarité des variables du modèle 2

Variables	En niveau		En différence		Ordre d'intégration
	Valeurs statistiques	Probabilités	Valeurs statistiques	probabilités	
POOR2	-0.48548	0.3137	-5.04106	0.0000	I(1)
CRDTPRV	1.04044	0.8509	-3.68832	0.0001	I(2)
LnVA-AGRI	0.86377	0.8061	-3.09643	0.0010	I(1)
ELEC	4.72298	1.0000	-5.24174	0.0000	I(2)
ASSAIN	-3.23211	0.0006	-8.73678	0.0000	I(2)

Source : Calcul des auteurs.

Le tableau 3 montre que les variables du modèle n'ont pas le même ordre d'intégration. On constate que les variables POOR1, INFL, GINI et EBM sont stationnaires en niveau. Par contre, la variable CREDPRIV est stationnaire en différence première.

Tout comme dans le modèle 1, les variables du deuxième modèle ne sont pas intégrées au même ordre. Le tableau 4 montre que la variable POOR2 est intégrée à l'ordre 1, tandis que les variables CRDTPRV, VA-AGRI, ELEC et ASSAIN sont intégrées à l'ordre 2. En effet, les variables qui ne sont pas stationnaires nous conduisent à effectuer des tests de Cointegration, qui donnent des probabilités largement supérieures à 5%. Ainsi, les estimations des deux modèles se feront par la Méthode des Moindres Carrés Généralisés sans risque des biais d'estimations.

3.2. Résultats de l'estimation des modèles

L'estimation des deux modèles par la méthode des Moindres Carrés Généralisés donne les résultats résumés dans le tableau suivant :

Tableau 5: Résultats des estimations des modèles

Modèle 1		Modèle 2	
Variables	Coefficients	Variables	Coefficients
CRDTPR	-0.413094 (0.0148)	CRDTPRV	0.530205 (0.0042)
INFL	-0.035204 (0.5360)	LnVA-AGR	3.306315 (0.0304)
GINI	0.107295 (0.1174)	ELEC	0.382077 (0,0006)
EBM	0.024321 (0.7187)	ASSAIN	0.095943 (0.8762)
C	6.127848 (0.0516)	C	63.08824 (0.1185)
Diagnostic statistique		Diagnostic statistique	
R ²	0.145130	R ²	0.942413
R ² -ajusté	0.063281	R ² -ajusté	0.934053

SCE	5.958743	SCE	4.596537
SCR	3337.622	SCR	1309.946
F-statistique	1.773140	F-statistique	112.7366
DW	2.006841	DW	1.329437

Source : calculs des auteurs

Il ressort de ce tableau les explications suivantes :

Pour le premier modèle, le **crédit privé** a un effet réducteur sur le taux de pauvreté dans les pays de la CEMAC. En d'autres termes, la profondeur du secteur financier privé a un impact significativement négatif sur le taux de pauvreté. Une augmentation de 1 point de pourcentage du ratio du crédit privé (en % du PIB) entraîne une réduction du taux de pauvreté de l'ordre de 41,3%, toutes choses étant égales par ailleurs. L'explication majeure que l'on peut donner à ce résultat est qu'une augmentation de la quantité de crédit disponible au secteur privé dans la CEMAC s'accompagne par une réduction du nombre de personnes vivant avec moins de 1.90 Dollars U.S. par jour, conformément aux études antérieures (Honohan, 2008 ; Jeanneney & Kpodar, 2011).

Le taux d'inflation: le coefficient associé à cette variable est négatif (-0.035204), et statistiquement non significatif, contrairement au signe attendu. En effet, le taux d'inflation est une variable défavorable à la réduction du taux de pauvreté. Un contrôle très rigoureux de cette variable macroéconomique par la banque centrale devrait permettre de stimuler la réduction de la pauvreté dans la CEMAC.

Le coefficient de Gini : cette variable des inégalités est positivement corrélée (0.107295) avec le taux de pauvreté monétaire, mais statistiquement non significative. Ce résultat est conforme aux prédictions du modèle, puisque la croissance et la redistribution sont deux processus qui se renforcent mutuellement. En effet, une combinaison de la croissance en présence d'une politique de redistribution est le scénario le plus favorable pour la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Ce résultat conforte les conclusions des travaux de Dollar et Kraay (2000).

L'épargne Brute des Ménages : le signe du coefficient est positif (0.024321), contrairement à nos attentes. Ce signe positif indique que plus les ménages épargnent, plus leur niveau de pauvreté monétaire augmente. En effet, dans la zone CEMAC, les Etablissements de Microfinance n'offrent pas ou peu d'intérêts sur l'épargne, et n'exigent pas de montant minimum à épargner. Pour les clients, il s'agit plutôt de sécuriser leur argent face aux risques tels que le vol ou les incendies. En revanche, à côté de l'épargne monétaire, de nombreuses personnes épargnent en nature, par exemple en stockant leur récolte ou en achetant des animaux pour pouvoir les vendre s'ils ont besoin d'argent. Cette forme d'épargne comporte beaucoup de risques et de désavantages pour les pauvres : ils n'ont pas de liquidités (ce qui peut avoir des conséquences graves en cas de maladie), et peuvent être obligés de vendre leurs biens à des prix très bas.

En ce qui concerne le deuxième modèle, les résultats suivants sont observés :

Le crédit privé : le signe positif du coefficient est de 0.530205 (significative au seuil de 1%). Ce résultat implique que le crédit privé affecte positivement la pauvreté multidimensionnelle dans les pays de la CEMAC. Autrement dit, lorsque le crédit privé augmente, l'IDH augmente et la pauvreté vue sous cet angle diminue. Ainsi, une augmentation d'1 point du ratio crédit privé conduit à une diminution de 53% du taux de pauvreté non monétaire, qui s'accompagne d'un rallongement de l'espérance de vie, d'un accroissement des taux d'alphabétisation et d'une réduction de la mortalité infantile.

La valeur Ajoutée Agricole a un coefficient de 3.306315 et significatif au seuil de 5%. Cette corrélation positive signifie que la valeur ajoutée agricole diminue la pauvreté non monétaire. En d'autres termes, ce résultat montre qu'il y'a un effet positif de la richesse relative créée dans le secteur agricole sur la pauvreté multidimensionnelle dans les pays de la CEMAC. En effet, les revenus tirés des activités agricoles créent une demande pour la production des petites entreprises rurales. La croissance de la production agricole, induite par la productivité a un effet multiplicateur sur les économies non agricoles, augmentant les revenus de ceux qui y travaillent. Il s'en suit un accroissement des revenus des personnes pratiquant directement l'agriculture. Ce résultat est compatible avec celui trouvé par Kiendrebeogo (2010).

L'accès à l'électricité est lié à la pauvreté multidimensionnelle par un coefficient d'une valeur positive de 0.382077 et significatif au seuil de 1%. En effet, le déficit en énergie électrique dans

la CEMAC exacerbe le niveau de pauvreté. Ce déficit, marqué par des délestages fréquents et parfois prolongés, désorganise la vie économique et sociale. Ce déficit énergétique a pour conséquence le faible niveau d'implantation des petites et moyennes entreprises de production et de transformation des produits de base dans les zones rurales. Cette situation entraîne une paupérisation de la population, engendrant une montée en puissance de l'exode-rural (40% environ), avec les jeunes qui désertent les campagnes pour la ville à la recherche de meilleures conditions de vie. Ce résultat est également conforme à ceux de Kayhan & al. (2010), Haghnejad & Dehnavi (2012) et Attiya, Y. J. & al. (2013).

L'accès aux soins de santé de base : aujourd'hui, l'aggravation des besoins et inégalités en matière de santé et l'exclusion de certaines catégories de la population empiètent sur l'accès aux soins. Les inégalités dans l'accès aux soins en Afrique Centrale ne cessent de croître, en dépit de quelques actions d'ordre économique, social, culturel et géographique. On constate ainsi une crise profonde des systèmes de santé dans la CEMAC, avec des visions lacunaires des politiques de santé, qui ne prennent pas en compte la totalité des problèmes de santé des individus. Ces inégalités mettent en péril l'équité qui doit à l'évidence exister en matière d'accès aux soins de base. Par ailleurs, l'accès à l'assainissement est étroitement lié à la quasi-totalité des Objectifs de Développement du Millénaire en particulier ceux ayant trait à l'environnement, à l'éducation, au genre, à la réduction de la mortalité infantile et à la pauvreté. Des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement permettent non seulement de sauver des vies et d'améliorer la santé en général, mais il s'agit également d'un élément essentiel pour bâtir des sociétés plus stables, plus sûres et plus prospères.

L'inaccessibilité aux soins de santé de base et à l'assainissement constituent donc une dimension fondamentale de la pauvreté multidimensionnelle, ce qui conforte à juste titre le résultat trouvé. En effet, dans le cadre de notre deuxième modèle la variable ASSAIN est liée à la pauvreté sociale par un coefficient de 0.095943. Ce qui confirme bel et bien nos prédictions.

Conclusion

Cet article a pour objectif d'examiner l'effet du développement financier sur la réduction de la pauvreté dans la CEMAC. Deux principaux faits ont permis d'affiner notre problématique. L'écart de pauvreté observé en Afrique centrale, presque le double de l'écart mondial, soit 15,2 % contre 8,8 %, et le niveau de la consommation moyenne des pauvres en Afrique

subsaharienne (1,16 dollar par jour), soit 0,74 dollar en-dessous du seuil international de pauvreté d'une part. D'autre part, l'évolution du système financier dominé par le secteur bancaire en zone CEMAC, et la forte croissance du secteur de la microfinance (857 établissements reçu l'avis conforme de la COBAC en 2017). Prenant appui sur ces deux faits, nous avons mobilisé les développements théoriques et empiriques pour construire un modèle permettant de vérifier l'hypothèse selon laquelle le développement financier réduit la pauvreté dans la CEMAC. Deux variantes du modèle ont été estimées par la méthode des Moindres Carrées Généralisés à partir d'un échantillon de six pays membres de la CEMAC, sur la période allant de 1995 à 2018. L'originalité de notre étude par rapport à la littérature existante a été de proposer une analyse simultanée de l'effet de la taille des institutions financières (profondeur), mesuré par le crédit privé sur le taux de pauvreté monétaire et multidimensionnelle, relevant ainsi les imperfections des modèles de développement axés sur l'économisme, le productivisme et le technicisme au détriment de véritables besoins humains et sociaux et des aspirations des populations. Nos résultats restent dans l'ensemble statistiquement significatifs.

A partir de ces derniers, quelques suggestions non exhaustives de politiques économiques peuvent être faites dans le but de réduire la pauvreté dans les deux dimensions objective et subjective. Ainsi, pour que le développement financier soit un levier de lutte contre la pauvreté dans la CEMAC, il doit permettre non seulement un meilleur accès des pauvres aux services financiers, mais également favoriser le processus qui conduit à l'élargissement de la gamme des possibilités qui impliquent trois conditions essentielles : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable. A cet effet, les pouvoirs publics doivent davantage accompagner la création et le développement des systèmes financiers décentralisés, notamment les institutions de microfinance, destinées à accorder des prêts aux pauvres. Une véritable appropriation des Objectifs du Millénaire pour le Développement doit être faite dans les pays de la CEMAC, en mettant un accent particulier sur l'énergie électrique. En effet, l'accroissement de l'accès à l'électricité peut avoir deux impacts directs: il permet l'augmentation de la production par l'usage des machines qui augmentent les rendements agricoles. Il est aussi à l'origine de la multiplication des activités génératrices de revenus et des emplois, qui conduisent à accroître les revenus des ménages ruraux. La fourniture de l'énergie électrique dans les établissements sociaux et communautaires (établissements primaires et secondaires, systèmes d'adduction

d'eau potable, centres de santé, centres sociaux, etc...) pour des besoins d'éclairage, de réfrigération, d'information, de communication et d'amélioration de l'hygiène de la mère et de l'enfant, ainsi que l'efficacité des services de santé de proximité, est susceptible d'améliorer considérablement le bien-être social dans la CEMAC .

Références

- Aghion, P., & Armendariz Aghion, B. (2004). Croissance endogène et réduction de la pauvreté. *Économie Internationale*, Vol. 100, 27-38.
- Asselin & Dauphin (2000). Mesure de la pauvreté: un cadre conceptuel. Centre canadien d'étude et de coopération internationale.
- Attiya Yasmin Javid, Muhammad Javid Zahid & Ashraf Awan (2013). Electricity consumption and economic growth: evidence from Pakistan. *Economics and Business Letters* 2(1), 21-32.
- Angelucci, Karlan & Zinman (2015). Microcredit impacts: Evidence from a randomized microcredit program placement experiment by compartamos banco. *American Economic journal: applied Economics* 7(1), 151-182.
- Banque Mondiale (2016). World Development Indicators, Data. www.worldbank.org
- Banque mondiale (2017). Reducing Inequalities in Water Supply, Sanitation, and Hygiene in the Era of the Sustainable Development Goals.
- Banque Mondiale (2018). Inflation in Emerging and Developing Economies: Evolution, Drivers, and Policies.
- Banerjee, Karlan & Zinman (2015). Six Randomized Evaluation of Microcredit: Introduction and further steps. *American Journal: Applied Economics*, Vol. 7(1), 1-21.
- Bassirou & Ramde (2019). Développement financier et transformation structurelle des pays africains de la zone Franc : une approche panel-VAR. *Revue Interventions économiques*, Papers in Political Economy 61.
- Bateman & Chang (2012). Microfinance and the illusion of development: from hubris to nemesis in thirty years. *World Economic Review*, Vol. 1, 13-36.
- Beck T., Demirguc-Kunt A., & Levine R. (2004). Finance, inequality and poverty: cross-country evidence. National Bureau of Economic Research.
- Beegle K., Weerdt J.D., Friedman J. & Gibson J. (2012). Methods of household consumption measurement through surveys: Experimental results from Tanzania. *Journal of Development Economics*, 98(1), 3-18.
- Crepon, Devoto, Duflo & Parienté (2015). Estimating the Impact of Microcredit on those who take it up: Evidence from a Randomized experiment in Morocco. *American Economic Journal: Applied Economics*, Vol. 7(1), 123-150.

- Cuong N., Bigman D., Van den Berg M. & Vu T. (2007). Impact of Micro-credit on Poverty and Inequality: The Case of the Vietnam Bank for Social Policies. MPRA Paper 54154, University Library of Munich, Germany.
- Deidda, L. & Fatouh, B. (2002). Non-linearity Between Finance and Growth. *Economic Letters*, Vol.74, issue 3, 339-345.
- Demircuc-Kunt & Klapper (2012). Measuring financial inclusion: The global Findex database. Policy research working paper, 6025, World Bank, Washington, DC.
- Demircuc-Kunt & Levine (2004). Finance, financial sector policies and long-run growth. Policy research, working paper 4469.
- Dollar, D. & Kraay, A. (2000). Does schooling cause Growth? *American Economic Review* 90(5), 1160-1183.
- Doligez, F., Bédécarrats, F., Bouquet, E., Lapenu, C., & Wampfler, B. (2013). Évaluer et mesurer l'impact de la microfinance: sortir de la double impasse. *Revue Tiers Monde* 213 (1), 161-178.
- Dhryfi (2013). Financial development and poverty: what role for growth and inequality? *International journal of academic research in accounting, finance and management sciences*, vol. 3(4), 119-129.
- Gehringer (2013). Growth, productivity and capital accumulation: the effects of Financial Liberalization in the case of European integration. *International review of Economics and Finance* 25, 291-309.
- Gennaioli, N., Shleifer, A. & Vishny, R. (2012). Neglected risks, financial Innovation and financial fragility. *Journal of financial Economics*, Vol. 104(3), 452-468.
- Gordon, D. & Spicker, P. (1999). *The International Glossary on Poverty*. Zed Books: London.
- Guillaumont -Jeanneney, S. (1998). *Monnaie et finances*. PUF, Paris.
- Haghnejad, A. & Dehnavi, J. (2012). Energy consumption, economic growth, and pollution in selected OPEC countries: Testing the environmental Kuznets curve hypothesis. *Journal of Academic Research in Economics*, Vol.2, 149-166.
- Honohan P. (2004). *Financial Sector Policy and Poor: selected findings and issue*. World Bank, working paper, No 43. Washington, DC.

<http://openknowledge.worldbank.org/hdl.handle/10986/4874>

- Honohan, P. (2008). Cross-country variation in household access to financial services. *Journal of Banking & Finance*, Vol. 32(11), 2493.
- Hourriez, J.M. & Legris, B., (1998). L'approche monétaire de la pauvreté : méthodologie et résultats. *Programme National Persée*, Vol. 308(1), 35-63.
- Jalilian H., & Kirkpatrick C. (2002). Financial development and poverty reduction in developing countries. *International Journal of Finance & Economics*, Vol.7, 97-108.
- Jeanneney, Guillaumont, S. & Kpodar, K.R. (2011). Financial development and poverty reduction: Can there be a benefit without a cost? *The Journal of Development Studies*, Vol. 47(1), 143.
- Kamdem, U. (2019). Développement financier et pauvreté au Cameroun : Quels enjeux pour l'émergence ? octobre 2019.
- Kayhan, S., Adiguzel, U., Bayat, T. & Lebe, F. (2010). Causality Relationship between Real GDP and Electricity Consumption in Romania (2001-2010). *Romanian Journal of Economic*.
- Kiendrebeogo Y. (2010). Développement financier et pauvreté dans l'UEMOA. Document de travail DT/155/2010. Groupe d'économie Lare-Efi du développement. Université de Montesquieu Bordeaux IV.
- Kpodar, K. R. (2006). Développement financier, Instabilité financière et croissance économique: implications pour la réduction de la pauvreté. Thèse de Doctorat, Université d'Auvergne-Clermont I.
- Kydd, J. & Dorward, A. (2004). Implications of market and coordination failures for rural development in least developed countries. *Journal of international Development*, Vol.16 (7), 651-970
- Lallement (2003). Temps, travail et modes de vie. Paris : Presses universitaires de France.
- Mahjabeen, R. (2008). Microfinance in Bangladesh: impact on households, consumption and welfare. *Journal of Policy Modeling*, 30, 1083-1092.
- McKinnon, R.I. (1973). « Money and Capital in Economic Development ». *Brookings Institution*, Washington, DC.
- Naqar. I. & El Baouchi, M. (2019). L'impact de la croissance économique sur la pauvreté et l'inégalité : Approche économétrie de panel. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, Vol. 4 (3), 476-496.

- Sen, A. (1985). *Commodities and Capabilities*. India paper backs, Oxford.
- Shaw, E. S. (1973). *Financial Deepening in Economic Development*. Oxford University Press.
- Sokona, Y. & Thomas, J.P. (1997). *L'énergie dans les zones rurales en Afrique, pour l'environnement et contre la pauvreté, quelles priorités pour le secteur de l'énergie en Afrique à l'horizon 2020?* ENDA-TM, Février, Dakar.
- Wachtel, p. (2011). *The Evolution of the Finance Growth Nexus*. *Comparative Economic Studies*, Vol. 53, n°3, 475-488.